

# LES AVATARS DE L'INTÉGRATION. DISCOURS ET REPRÉSENTATIONS DES POLITIQUES ET DES INTELLECTUELS ROUMAINS

LUCIANA RĂDUȚ-GAGHI\*

## ABSTRACT

### THE AVATARS OF EUROPEAN INTEGRATION. DISCOURSES AND REPRESENTATIONS OF ROMANIAN POLITICIANS AND INTELLECTIONS

The article analyzes the significance of the concepts of “Europe” and “European integration” in the Romanian public discourses, namely the way in which the significance of these terms were reconfigured over time, according to the development of socio-historical contexts and themes. The analysis is based on the premise that Romania’s integration into the European Union occurred according to different temporal rhythms (just like the European Community was built “at different speeds”). The chosen historical period, from the end of World War II up to Romania’s accession to the EU, highlights the structure of discourses about Europe’s *unity in diversity* and the relation between European integration and phenomena like globalization and modernization.

**Keywords:** Europe, European integration, discourse, representations, globalization.

«Nous ne coalisons pas des États, nous unissons des hommes»  
Jean Monnet, *Les États-Unis d'Europe ont commencé*, Paris:  
Robert Laffont, 1955.

Pour étudier les transformations de la signification de l’intégration à l’Europe, nous nous appuyons sur l’analyse de deux groupes sociaux. Nous considérons d’un côté la classe politique<sup>1</sup> et de l’autre les intellectuels, c’est-à-dire

---

\* Address correspondence to Luciana Răduț-Gaghi: luciana\_radut@yahoo.com. L’auteur est chercheur au Groupe d’études pour l’Europe de la culture et de la solidarité (GEPECS) – EA 3625, Université Paris Descartes.

<sup>1</sup> Pour ce qui est du discours politique, nous travaillons sur un corpus d’archive, constitué par la sélection exhaustive des discours sur l’Europe des dirigeants politiques du pays après la Seconde Guerre Mondiale. Le choix des discours à analyser a été fait en vertu de leur pertinence par rapport au thème de l’Europe. Ont trouvé ainsi place dans le corpus de recherche des discours officiels, des allocutions prononcées dans des contextes officiels nationaux ou internationaux. Nous avons également choisi des interviews accordées dans la presse locale, nationale ou étrangère. Chaque élément du corpus porte sur l’Europe, l’Union européenne, la Roumanie dans le contexte européen.

les écrivains, les enseignants, les philosophes présents dans l'espace public roumain<sup>2</sup>. La recherche comparative des discours politiques et des débats intellectuels permet d'identifier l'originalité de chacun des discours, les influences réciproques entre politiques et intellectuels au sein du discours général sur l'Europe, les changements survenus au fil du temps.

Jürgen Habermas relie la compréhension sociologique à la compréhension linguistique. Un moment important de la recherche sociologique est la prise en compte des changements linguistiques (terminologiques avant tout) induits par les changements d'époque, c'est-à-dire les changements de contexte, de personnes et de cadres de référence. «Dans le cadre des terminologies nouvelles, les situations de l'acteur et sa propre identité sont réinterprétées»<sup>3</sup>. J. Habermas s'appuie sur la théorie d'Anselm L. Strauss<sup>4</sup> qui comprend le changement social par l'analyse des changements linguistiques. «Ce changement lui-même est considéré comme insondable», rajoute J. Habermas<sup>5</sup>. L'acteur, le «moi» de A. L. Strauss, mais aussi de George Herbert Mead, est au centre de cette vision, qui compte sur la capacité de l'individu d'adapter les terminologies aux situations nouvelles. J. Habermas souligne les limites de l'approche subjective qui, «qu'elle soit fondée de manière phénoménologique, linguistique ou herméneutique, exclut une séparation entre les segments observables du comportement et les interprétations des acteurs»<sup>6</sup>. Les motivations et les causes des événements se confondent, dans cette perspective. J. Habermas indique donc les limites d'une sociologie purement compréhensive, fondée seulement sur la «médiation symbolique de l'activité sociale» ou sur «l'idéalisme de la 'verbalité' (*Sprachlichkeit*)» et qui «sublime les processus sociaux en les réduisant entièrement à la transmission culturelle»<sup>7</sup>.

À la manière indiquée par J. Habermas, nous nous intéressons aux changements linguistiques opérés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. Diachroniques mais aussi synchroniques (dans le rapport entre intellectuels et politiques), ces changements nous renseignent sur le cadre de référence des auteurs de divers discours. Le changement des représentations nous indique les modifications induites par chaque période historique et les répercussions éventuelles sur l'action.

Le comparatisme est le mot d'ordre dans cette étude. Se déroulant sur plusieurs niveaux, le relevé des évolutions des représentations de la construction

---

<sup>2</sup> Le corpus des débats intellectuels n'a aucunement la prétention de l'exhaustivité. Il est en effet difficile d'établir une liste de toutes ces interventions sur le sujet européen. Ainsi, nous avons considéré principalement des discours écrits, publiés dans des ouvrages et des périodiques, parus aussi bien en Roumanie qu'à l'étranger.

<sup>3</sup> Jürgen Habermas, «La sociologie comme théorie du temps présent», in *Logique des sciences sociales et autres essais*, [1982 et 1984], Paris: PUF, 1987, p. 221.

<sup>4</sup> Anselm L. Strauss, *Mirrors and Masks. The Search for Identity*, Glencoe, 1959.

<sup>5</sup> J. Habermas, *Logique des sciences sociales et autres essais*, op. cit., p. 222.

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 223.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 220.

européenne est aussi une comparaison interdisciplinaire des productions intellectuelles et politiques des soixante années étudiées. La méthode comparative a d'ailleurs souvent représenté le pont qui relie des disciplines en apparences aussi distinctes que la sociologie et l'histoire<sup>8</sup>.

Notre recherche des influences croisées des discours politiques et intellectuels est finalement une recherche sur l'«européité» roumaine, mot inventé comme tous ceux qui viennent compléter la famille lexicale de l'«Europe». «L'européité» signifierait «l'état d'esprit de tous ceux qui cherchent encore l'Europe», selon Eugen Vasiliu<sup>9</sup>. L'Europe sans cesse recherchée depuis son mythique enlèvement, fait depuis longtemps l'objet de représentations, de débats, de mises en perspective, de constructions. Nous souhaitons analyser une partie de la recherche roumaine de l'Europe, des cheminements des idées et des actions roumaines ayant pour objet central l'Europe. Pour ce faire, nous examinons les thèmes principaux contenus par les discours analysés : les conceptions roumaines de l'unité plurielle en Europe, et les rapports de l'intégration avec la mondialisation et la modernisation. Une brève incursion dans la modification du vocable «intégration» révèle dès le début de notre article le lien sensible entre mot et réalité.

#### «INTÉGRATIONS» DIVERSES. LES SENS D'UN VOCABLE

Le rapprochement de l'Europe a été accompagné d'un changement dans l'ordre discursif. Un volume paru en 2006 rassemble des études portant sur ce type de changement<sup>10</sup>. Ainsi, l'on y fait observer que l'approche de la date de l'adhésion européenne est accompagnée du remplacement partiel du vocable «Occident» par l'«Europe», qui commence à désigner «des réalités distinctes de l'espace autochtone»<sup>11</sup>. Des changements plus profonds mettent en évidence la recherche tendue de l'identité européenne de la Roumanie. «Le passage du discours intellectualiste (le projet européen comme vocation), à celui de type expert (la candidature au système européen) et finalement au discours *dans la situation* (l'adhésion effective au système européen) actualise de manière différente le dilemme de l'identité européenne chez les Roumains: la tension entre la *vocation européenne* et le *système européen*»<sup>12</sup>. Au niveau des pratiques de rapprochement

<sup>8</sup> «L'un des moyens de l'hybridation de l'histoire et de la sociologie est la méthode comparative», selon Mattéi Dogan et Robert Phare, «Sociologie historique, histoire sociologique et méthode comparative», in *L'innovation dans les sciences sociales: la marginalité créatrice*, Paris: PUF, 1991, p. 250.

<sup>9</sup> Eugen Vasiliu, «Despre europeitate», în *Secolul 20, Europele din Europa*, n° 10–12/1999, 1–3/2000, p. 19. E. Vasiliu est juriste, poète et essayiste.

<sup>10</sup> Camelia Beciu, Nicolae Perpelea (dir.), *Europa și spațiul public. Practici comunicaționale, reprezentări, climat emoțional*, Bucarest, Editura Academiei Române, 2006.

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 15.

<sup>12</sup> *Ibidem*. Les auteurs soulignent.

de l'Europe, on a fait la distinction entre l'«européanisation» et l'«intégration européenne». La première porte sur l'application effective de l'Europe à la Roumanie, donc sur la recherche de «logiques sociales et institutionnelles». La seconde traite du «cadre institutionnel et législatif» qui intègre la Roumanie dans les structures européennes<sup>13</sup>. L'aller-retour incessant entre le pays et l'Europe remet en question l'identité, la représentation et le discours sur l'Europe.

Mais l'«intégration» même a fait l'objet de plusieurs changements, dès le début des années 1990. Les dictionnaires de la langue, français et roumains en égale mesure, définissent l'intégration comme l'action de «(s')inclure, (s')englober, (s')incorporer, (s')harmoniser dans un ensemble» (DEX 1998)<sup>14</sup>. Or, dans les textes roumains que nous avons étudiés, ce terme commence à apparaître sans détermination: l'intégration n'est pas une «intégration à quelque chose»<sup>15</sup>. Deux exemples de l'introduction de l'ouvrage du sociologue et politologue Vladimir Pasti, qui propose en 1995 une analyse des changements politiques postcommunistes roumains, en sont révélateurs:

«De toute manière, le processus d'intégration de l'Europe de l'Est avait démarré en 1991, quand l'Union soviétique a explosé»<sup>16</sup>,

et plus loin:

«[...] l'adaptation au postcommunisme c'est, en fait, la modalité par laquelle autant l'Est que l'Ouest remplacent la réalisation d'une intégration authentique et complète par une action sur la ligne de la résistance minimale»<sup>17</sup>.

Le sens n'est pas nécessairement celui de l'intégration de l'Est dans l'ensemble géré par l'Ouest. Il s'agit ici plus d'un «passage d'un état diffus à un état constant; [l'intégration comme] résultat de l'action» (TLF). Cette nouvelle rencontre entre les deux parties du continent est donc une adaptation à la nouvelle situation créée pendant la période postcommuniste<sup>18</sup>. L'idée d'adaptation aux propositions d'un nouveau programme n'est pas nouvelle. Mais le postcommunisme représente le vide créé par une disparition, celle des régimes communistes, et non pas une nouvelle organisation, un nouveau projet. V. Pasti propose une formule tautologique pour exprimer cette carence d'options: l'adaptation au postcommunisme

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 17.

<sup>14</sup> Dans le Trésor de la Langue Française (TLF), l'intégration est définie comme «l'action d'incorporer un ou plusieurs éléments étrangers à un ensemble constitué, d'assembler des éléments divers afin d'en constituer un tout organique».

<sup>15</sup> Peut-être que l'incongruité du terme est due aussi à sa nature particulière. Alan S. Milward parle d'«origines peu propices» de l'«intégration européenne», «résultat de la désillusion américaine face aux dangers de la désunion politique du continent européen et de l'optimisme progressiste naïf». A. S. Milward, «The Springs of Integration», in *The Question of Europe*, Londres, New York, Verso, 1997, p. 5.

<sup>16</sup> Vladimir Pasti, *România în tranziție. Căderea în viitor*, Bucarest, Editura Nemira, 1995, p. 13.

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 15.

<sup>18</sup> Il s'agit, pour V. Pasti, de «réagir successivement aux changements que le postcommunisme introduit dans les réalités nationales et européennes et s'adapter». *Ibidem*.

est «une attitude pragmatique ayant comme première source l'absence d'un projet, et comme source seconde les difficultés de la réaliser»<sup>19</sup>. Le postcommunisme et «l'intégration» sans déterminant linguistique, qui remplace un vide, celui de «l'échec de l'enthousiasme initial, dominé par les projets grandioses d'une construction européenne sui generis»<sup>20</sup>. L'«intégration» serait donc, dans certaines circonstances, et l'expression et l'attitude et l'action qui remplacent la vraie construction européenne.

Mais l'universitaire Camil Mureșanu indique la possibilité de dissociation des deux sens de «l'intégration»: le processus technique et «le noyau calitatif-spirituel» de l'Europe<sup>21</sup>. L'intégration repose aussi sur «la disponibilité de la réintégration spirituelle en Europe» des pays de l'Est<sup>22</sup>. Les politiques emploient principalement le premier sens du terme. Le processus technique est aussi une inertie de l'époque contemporaine. Ion Iliescu parle de manière récurrente de «l'intégration générale de l'économie mondiale» et du «phénomène général d'intégration et de globalisation». Mais des emplois ambigus sont aussi rencontrés chez les politiques. Emil Constantinescu, par exemple, fait en 1998 un historique de l'unification européenne et indique l'inévitable voie de «l'intégration». Il se réfère aux pays de l'ensemble de l'Europe. «L'intégration» est donc devenue un lieu commun du discours sur l'Europe.

«L'intégration est devenue brusquement le projet majeur commun à tous, l'aspiration commune fondamentale, la grande opportunité historique»<sup>23</sup>.

L'idée de l'intégration a été longuement exprimée, sans toujours renvoyer à un contenu fixe. Dans un dialogue publié dans le volume en honneur de l'écrivain et homme politique Alexandru Paleologu, *La nostalgie de l'Europe*, Mihai Șora et Tudorel Urian essayent de résoudre l'équation «Intégration = fonctionnalité occidentale + *le sel de la terre*»<sup>24</sup>. Le contenu se réfère principalement aux signes de civilisation que l'intégration européenne de la Roumanie doit faire assimiler par les citoyens. Il est aussi indiqué que les spécificités locales ne doivent pas disparaître. Mais, au-delà du contenu même de ce dialogue, nous retenons l'emploi générique du terme «intégration», qui est entré dans les vocabulaires aussi bien des citoyens et des politiques que des philosophes.

---

<sup>19</sup> *Ibidem*.

<sup>20</sup> *Ibidem*.

<sup>21</sup> Camil Mureșanu, «Despre Europa», in *Tribuna*, 4–10 décembre 1992.

<sup>22</sup> *Ibidem*.

<sup>23</sup> Discours du Président de la Roumanie, Monsieur Emil Constantinescu, à la réunion de l'OTAN de Vienne, «La Sécurité européenne: héritages du passé, SFIDARI de l'avenir», 21 juin 1998. Nous gardons les intitulés officiels des discours cités.

<sup>24</sup> Mihai Șora et Tudorel Urian, «Integrare = funcționalitate occidentală + *sarea pamântului*», in *Nostalgia Europei*, volume en honneur d'Alexandru Paleologu, Iași, Editura Polirom, 2003.

### L'UNITÉ PLURIELLE. ATOUS ET DÉFAUTS DE L'EUROPE

Les difficultés rencontrées lors du processus de construction européenne relèvent de la complexité de l'entreprise, mais aussi de la diversité à laquelle elle doit faire face. Nous nous retrouvons ainsi au cœur de la problématique de la construction européenne.

Quoique minoritaires en termes de quantité, les discours roumains sur la construction européenne des années 1940 et 1950 mettent en évidence les enjeux et les possibles défaillances du projet. Grigore Gafencu, directement impliqué dans l'organisation du Mouvement Européen, parlait en 1949 des dangers de l'idée d'Europe unie, dangers issus du fait qu'elle «renferme trop de possibilités»<sup>25</sup>: «elle promet trop à la fois, à chacun selon ses goûts, ses désirs et son imagination». Pour les pays européens, récemment sortis de la guerre, le projet d'union européenne représentait la possibilité de résolution d'un certain nombre de problèmes importants sur le continent. G. Gafencu avait souligné dès 1953 le fait que cette construction n'est qu'une reconstruction, un remodelage selon des règles modernes de ce qui avait déjà existé sous diverses formes dans l'histoire<sup>26</sup>.

G. Gafencu parle de la «conformation des vues» dans le but de la création de «l'indispensable entente»<sup>27</sup>. Ses indications restent valables pour l'Union européenne d'aujourd'hui. Le discours de G. Gafencu place sur pied d'égalité tous les «pays souverains» qui souhaitent l'Europe. L'entente implique la «tolérance réciproque» et la «conciliation»<sup>28</sup>. Or ces principes ont été très actuels lors de l'ouverture de l'Union aux pays sortis de l'encadrement du bloc de l'Est, après 1990.

Le discours sur l'Union européenne qui provient de l'Est insiste sur la richesse de la diversité, sur la diversité comme chance pour l'Europe en tant qu'«entité illimitée»<sup>29</sup>. Selon I. M. Danciu, la présence de l'altérité au sein de l'Europe crée les prémisses de la performance européenne. La diversité est naturelle sur le continent et l'enjeu est de «maîtriser et de contrôler cette diversité»<sup>30</sup>.

«L'intégration européenne suppose depuis le début une reconnaissance de l'unité de l'Europe, unité qui demande à être comprise comme une unité des différences»<sup>31</sup>.

Une conception philosophique qui s'inscrit dans une conception du monde comme structure «récessive» considère l'Europe de point de vue spirituel. Mircea

<sup>25</sup> Grigore Gafencu, Conseil International du Mouvement Européen, Bruxelles, 25 février 1949, in *Secolul 20, op. cit.*, 1999–2000, p. 105.

<sup>26</sup> G. Gafencu, Conférence européenne des jeunes sur les problèmes de l'Europe centrale et orientale, Paris, 5–6–7 juin 1953, in *Secolul 20, op. cit.*, 1999–2000, p. 110.

<sup>27</sup> *Ibidem.*

<sup>28</sup> *Ibidem.*

<sup>29</sup> I. M. Danciu, «Europa ca întreg și parte», in *Tribuna*, 30 janvier–4 février 1992.

<sup>30</sup> *Ibidem.*

<sup>31</sup> I. M. Danciu, «Europa ca unitate a diferențelor», in *Tribuna*, 14–20 mai 1992.

Florian, l'auteur de cette théorie, parle d'émulation entre les foyers spirituels de l'Europe<sup>32</sup>. Ainsi, «les petites et les grandes nations sont en égale mesure nécessaires à l'Europe»<sup>33</sup>.

Les discours sur l'Union européenne ne sont donc pas exclusivement techniques ou politiques, comme le sens commun pourrait le faire croire. Les visions intellectuelles proposent des interprétations de la diversité européenne. Ștefan Augustin Doinaș (1922–2002) voit dans l'Union européenne la «personnification de l'idée d'unité plurielle»<sup>34</sup>. Selon cet écrivain, l'Europe d'aujourd'hui est le résultat d'un «idéal millénaire» qui s'est vu développé dans tous les Etats du continent. Néanmoins, l'Europe n'est pas encore unitaire. «Les Européens vivront-ils une fois dans une seule Europe?»<sup>35</sup>, se demande Ș. A. Doinaș. Le discours littéraire récupère les notions du discours politique. L'article, qui commence par la remémoration du mythe fondateur de l'Europe, celui du rapt de la jeune fille d'Agénor par Zeus amoureux, est en réalité une recherche sur la conscience européenne, par ses institutions actuelles.

«Un parlement européen, une économie capitaliste européenne, une monnaie unique, et beaucoup d'autres réalités unificatrices, ne sont pas toujours capables d'assurer une Europe unie, et d'autant moins unitaire»<sup>36</sup>.

Ș. A. Doinaș ne considère pas que l'union se fera par les institutions, mais par «la cristallisation d'une conscience européenne», ce qui suppose la «transformation des mentalités»<sup>37</sup>. À ce point, l'écrivain marque un retard par rapport au discours politique officiel de l'Europe dans cette année 2000, quand il publie son article. Il indique que l'élargissement de l'union à l'Est «servira à la paix et à l'unité tellement souhaitées par tous les peuples de ce continent»<sup>38</sup>. Or, à l'Ouest, les enjeux liés à la sécurité sur et du continent ne sont plus invoqués comme étayant le processus d'intégration depuis au moins une décennie. Ces principes fondateurs de l'Europe persistent donc dans la représentation intellectuelle roumaine.

L'unité et la pluralité se manifestent autant au niveau des nations constituant l'Europe qu'au niveau mondial. La pluralité est représentée par la diversité européenne. Mais de pluralité il est également question dans la relation de l'Europe avec son extérieur. Virgil Nemoianu, professeur et critique littéraire, parle de deux

---

<sup>32</sup> Mircea Florian, *Recesivitatea ca structură a lumii*, București, Editura Eminescu, 1983 et 1987. Pour ce philosophe, la «récéssivité» est un réseau de connexions polaires qui définissent l'existence.

<sup>33</sup> M. Florian, *op. cit.*, apud I. M. Danciu, «Național și supranațional», în *Tribuna*, 6–12 august 1992.

<sup>34</sup> Ștefan Augustin Doinaș (poète, détenu politique sous le régime communiste, «În căutarea Europei», in *Secolul 20, op. cit.*, 1999–2000, p. 14.

<sup>35</sup> *Ibidem*.

<sup>36</sup> *Ibidem*, p. 17.

<sup>37</sup> *Ibidem*.

<sup>38</sup> *Ibidem*.

conséquences possibles de «l'unification de l'Europe»<sup>39</sup>. D'un côté, il y a le renforcement du «pluralisme planétaire» par la constitution de l'Europe en tant que «centre de pouvoir alternatif»<sup>40</sup>. Et, selon V. Nemoianu, il existe aussi la possibilité de la conquête d'autres régions du monde quelles que soient leurs variété et diversité.

De leur côté, les politiques aussi ont discuté la diversité européenne. Emil Constantinescu parle de l'automatisme verbal de cette expression. «Nous avons l'habitude de dire que la diversité de notre continent est sa plus grande richesse ; mais que sait l'Européen commun de cette diversité?»<sup>41</sup>. Le contenu de l'expression doit être expliqué aux Européens afin d'être compris et assumé, recommande Emil Constantinescu. «L'unité dans la diversité» est une des expressions consacrées des discours de I. Iliescu, qui l'applique aussi bien à l'Europe centrale<sup>42</sup> qu'à l'Europe dans son ensemble<sup>43</sup>. Traian Băsescu parle de valeurs et d'objectifs communs de la Roumanie et du Conseil de l'Europe, et du «respect pour la diversité et la solidarité, pour les opportunités égales pour les nations et les citoyens»<sup>44</sup>.

L'idée de la diversité et de la pluralité européenne est donc présente autant dans les discours des intellectuels que dans ceux des politiques. Mais elle est beaucoup moins problématisé dans le second cas, qui renvoie plus à un emploi formel, requis presque par une attitude européenne correcte.

#### MONDIALISATION ET INTÉGRATION EUROPÉENNE

David Mitrany (1988–1975), professeur d'économie internationale en Grande Bretagne, et dont les idées ont été reprises par la classe politique roumaine postcommuniste, soulignait en 1961 les dangers d'une union régionale<sup>45</sup>. Dans le

<sup>39</sup> Virgil Nemoianu, «Europa, ieri, azi, mâine», in *Secolul 20, op. cit.*, 1999–2000, p. 29. L'auteur lui-même emploie les guillemets pour parler de l'«unification de l'Europe».

<sup>40</sup> *Ibidem*.

<sup>41</sup> Allocution du Président de la Roumanie, Monsieur Emil Constantinescu, au Congrès Newropeans 2000, «Politique européenne – vers une nouvelle génération», Paris, 7 octobre 2000.

<sup>42</sup> «L'Europe centrale peut être en même temps un modèle d'expression de l'unité dans la diversité, un espace de la tolérance et de la coexistence pacifique de diverses ethnies». (Intervention de Monsieur Ion Iliescu, Président de la Roumanie, à l'ouverture de la session inaugurale du Forum économique de Krynica, Pologne – «L'Europe centrale: La fin ou un nouveau commencement?», 4 septembre 2003.)

<sup>43</sup> I. Iliescu parle du «modèle européen de société démocratique, qui stimule le respect des droits et des libertés citoyennes, le dialogue, la quête du consensus, l'unité dans la diversité». (Discours du Président de la Roumanie, Monsieur Ion Iliescu, dans la session plénière des Chambres réunies du Parlement de la Roumanie, à l'occasion de l'anniversaire des 10 ans de l'admission de la Roumanie dans le Conseil de l'Europe, Bucarest, 7 octobre 2003.)

<sup>44</sup> Discours du Président de la Roumanie, Traian Băsescu, dans la session plénière de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, 25 janvier 2006.

<sup>45</sup> David Mitrany, «Desilusion of Regional Unity», in *Limits and Problems of European Integration*, conférence de 30 mai–2 juin 1961, La Hague, Martinus Nijhoff, 1963.



cadre d'une conférence sur les limites et les problèmes de l'intégration européenne, il avait insisté sur deux «caractéristiques politiques» de l'époque contemporaine: d'un côté, la création et le renforcement des nouveaux États et de l'autre la tendance d'union des États dans des systèmes internationaux<sup>46</sup>. Les principes démocratiques agissent de manière contradictoire aux échelles de ces deux phénomènes, qui seraient en principe «complémentaires»: à l'intérieur des pays «le processus démocratique établit le gouvernement populaire représentatif» et, dans la relation entre les États, le principe de la souveraineté nationale s'accompagne du «déni de toute autorité commune, de toute communauté mondiale organisée»<sup>47</sup>. La question des difficultés de la réalisation de l'intégration européenne est ainsi posée.

D. Mitrany remarque pourtant au moins trois changements dans le «climat de l'opinion politique», qui rendent possible une société mondiale (*living world society*): la question de la nécessité de la paix, la «citoyenneté commune» fondée sur «l'égalité politique entre États» et qui rend nécessaire une «autorité commune», et le sens de responsabilité des pays développés envers les pays les moins développés<sup>48</sup>. Ces fondements de l'union entre États restent valables jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Mais d'autres viendront compléter le tableau, notamment ceux liés à l'économie ou aux formes contemporaines de défense.

Le thème de l'«intégration» n'était pas à l'ordre du jour pour le régime communiste roumain. Néanmoins, l'expression des collaborations ou des coopérations possibles est présente dans les discours politiques de cette époque. Petru Groza invoque un processus naturel «d'évolution» des frontières qui doivent lier et non pas séparer. Il parle des «murs chinois» qui doivent disparaître pour permettre une meilleure connaissance entre voisins, à la fois culturelle et économique<sup>49</sup>. Le Danube devient un liant entre les peuples des Balkans.

«En Roumanie, on dépose tous les efforts pour ne pas rester en arrière de cette direction [pour que le Danube ne sépare plus, mais unisse les pays de ses bords] et ainsi, ensemble avec tous les peuples des Balkans, par nos efforts communs, nous construirons dans nos pays de nouvelles structures sociales, économiques et politiques»<sup>50</sup>.

L'objectif est «la paix entre nous, digne et humaine», qui écarte les «résidus du chauvinisme agressif» mis en place par l'impérialisme. La réalisation de ce projet sous l'auspice de l'Union soviétique est maintes fois exprimée: «nos peuples se connaîtront de plus en plus et se lieront de plus en plus fort»<sup>51</sup>.

---

<sup>46</sup> *Ibidem*, p. 38.

<sup>47</sup> *Ibidem*.

<sup>48</sup> *Ibidem*, p. 40.

<sup>49</sup> Petru Groza, interview pour le journal *Otecestven Front*, 17 juillet 1947.

<sup>50</sup> P. Groza, «Autour du Pacte d'assistance mutuelle et économique entre la Bulgarie et la Roumanie». Conférence avec les représentants de la presse bulgare et étrangère de Sofia, juillet 1947.

<sup>51</sup> *Ibidem*.

Au milieu des années 1950, G. Gheorghiu-Dej affirmait le fondement de son principe d'union de l'Europe: «nous voulons non pas une politique d'équilibre de forces, non pas une politique de partage du monde en blocs, mais une politique d'entente et de collaboration entre les peuples et les États»<sup>52</sup>. Face aux relations internationales dichotomiques, G. Gheorghiu-Dej propose le modèle dualiste, pacifique, des pays socialistes<sup>53</sup>. Le tout aboutira au «triomphe des principes de la coexistence pacifique», mais toujours dans l'esprit de la différenciation en blocs.

Si les deux premiers dirigeants de la période communiste ont une vision globale du monde et des relations internationales, N. Ceaușescu concentre le principe de la division principalement dans l'espace européen. C'est un des indices de l'aggravation de rapports dans le cadre du continent, de l'éloignement des positions politiques. Pour Ceaușescu, au lieu des «résidus de la période de la guerre froide, de tous les états anachroniques qui maintiennent des foyers de tension et d'inquiétude, qui engendrent la défiance et la suspicion entre États», il faut «l'instauration d'un climat d'entente et de coopération entre les États du continent»<sup>54</sup>.

Au-delà des différences et des distinctions, au-delà du discours sur la fonction instrumentale de l'Europe, on développe le discours sur la paix. Elle est assortie de «l'indépendance et de la souveraineté nationales [qui] représentent l'une des aspirations les plus profondes des peuples opprimés»<sup>55</sup>.

«Nous considérons que l'un des impératifs essentiels de la paix et du progrès dans le monde de nos jours est l'union des efforts de tous les peuples en vue de l'extinction des foyers de tension, et la solution des problèmes litigieux entre les États par voie politique, pacifique»<sup>56</sup>.

Les véritables lignes de la coopération, de l'attachement, de la collaboration sont tracées en termes d'intérêts politiques. P. Groza et Gheorghiu-Dej se réfèrent à la région est-européenne. Ceaușescu se réfère au niveau mondial et inclut notamment les pays «petits et moyens», les pays pauvres, défavorisés. L'Europe liée au reste du monde doit aussi mener au «développement de la société humaine»,

---

<sup>52</sup> Rapport politique du comité central présenté à la Conférence nationale du Parti communiste roumain, octobre 1945.

<sup>53</sup> Rapport du comité central du PCR sur l'activité du Parti durant la période écoulée entre le II<sup>e</sup> et le III<sup>e</sup> congrès du parti, sur le plan de développement de l'économie nationale pour les années 1960–1965 et l'esquisse du plan économique de perspective pour les quinze années à venir, 20 juin 1960.

<sup>54</sup> Exposé concernant la politique extérieure du parti du gouvernement. Présenté à la session de la Grande assemblée nationale des 24–26 juillet 1967. Des citations quasi identiques peuvent être retrouvées dans presque tous les discours de Ceaușescu.

<sup>55</sup> Nicolae Ceaușescu, discours à la rencontre de Sofia en l'honneur de l'amitié roumano-bulgare à l'occasion de la visite dans la R.P. de Bulgarie de la délégation de parti et gouvernementale de la République Socialiste de Roumanie, 17 septembre 1965.

<sup>56</sup> Toast prononcé au dîner offert par le président de la République socialiste de Roumanie, Nicolae Ceaușescu, et par la camarade Elena Ceaușescu, en l'honneur de sa majesté la reine Juliana de la Hollande et de son altesse royale Bernhard, prince des Pays-bas, à l'occasion de la visite en République socialiste de Roumanie, 13 mai 1975.

au «nouvel ordre économique international»<sup>57</sup>. Un discours presque identique est prononcé par Iliescu en 2003. Il parle de l'Europe «leader et formateur de ce nouveau processus de globalisation, en offrant aux autres ses valeurs démocratiques, son modèle social et culturel»<sup>58</sup>.

La question de la mondialisation est présente de manière constante dans les débats postcommunistes sur l'intégration européenne. La Roumanie menant deux processus d'adhésion en même temps, à l'Union européenne et à l'OTAN, la problématique de la place internationale des petits États, ou des États pauvres, a sans cesse été posée. Daniel Dăianu, professeur d'économie indique la «complémentarité entre ces deux options stratégiques», donc entre les deux adhésions en question<sup>59</sup>. «L'immense défi est de se conformer aux règles du jeu qui définissent chacune des organisations et de respecter les engagements vis-à-vis des deux partenaires – ce qui n'est pas toujours aisé».<sup>60</sup> Dans son essai d'économie politique, «Dynamiques euro-atlantiques, réflexions et options européennes», il fait également appel à l'idée de modestie, accompagnée de réalisme, dont la Roumanie devrait faire preuve dans ses démarches d'adhésion. Ces démarches ont parfois mis en évidence des intérêts antagonistes entre l'UE et l'OTAN<sup>61</sup>. D. Dăianu relie les enjeux de l'intégration européenne aux défis de la mondialisation qui concernent la «fragmentation, l'affaiblissement de la cohésion sociale, les sentiments de frustration de certains groupes et communautés, les 'mésententes entre civilisations'»<sup>62</sup>. L'Union européenne devient ainsi un «rempart» face aux «incertitudes» et à la «volatilité» du monde<sup>63</sup>. Et la Roumanie a la «chance» d'être voisine de l'UE.

Le rapprochement politique de l'Europe a été expliqué avant tout comme une perte d'une partie de l'autorité de l'État. Le principe de subsidiarité a été le premier à être invoqué pour rendre compte des changements que la Roumanie subira après son accueil au Conseil de l'Europe en 1993. «L'essence de l'adhésion à une telle institution paneuropéenne repose sur le renoncement de l'État à la quasi-totalité de

---

<sup>57</sup> Interview accordée au quotidien français *Le monde*, 21 juillet 1975.

<sup>58</sup> Allocution de Monsieur Ion Iliescu, Président de la Roumanie, à l'ouverture de la réunion avec les étudiants et les enseignants de l'Université de Lyon, «Construction européenne comme éléments structurant des processus de globalisation et d'intégration», 19 novembre 2003.

<sup>59</sup> Daniel Dăianu, «Dynamiques euro-atlantiques, réflexions et options européennes», in Catherine Durandin (dir.), avec la collaboration de Magda Cârnelci, *Perspective roumaine. Du postcommunisme à l'intégration européenne*, Paris: L'Harmattan, 2004, p. 69.

<sup>60</sup> *Ibidem*.

<sup>61</sup> «Une position tenant compte des possibilités, des ressources de la Roumanie, serait une autre ligne de conduite préférable. Autrement dit, il faudrait que nous soyons plus réalistes, et que nous cherchions à jouer un rôle bien mesuré». D. Dăianu fait référence en particulier à la décision de la Roumanie d'accepter la sollicitation américaine concernant le TPI, position contraire à celle de la Commission européenne. *Ibidem*, p. 71.

<sup>62</sup> D. Dăianu, *op. cit.*, p. 95.

<sup>63</sup> *Ibidem*.

ses prérogatives sur l'individu au nom de la souveraineté nationale»<sup>64</sup>. Cette phrase, aussi bien compliquée qu'inexacte, n'est que le rappel du fait que l'État devra accepter d'être contrôlé par les institutions internationales dont il fera partie. L'écrivain engagé dans la société civile roumaine au tout début des années 1990, Daniel Vighi, insiste sur la configuration d'une nouvelle conception de l'État dans ce contexte, différente de celle de la gauche qui avait régné en Europe de l'Est, et qui se rapproche de celle libérale de l'État minimal. Le respect des droits de l'homme est finalement la grande avancée de l'adhésion.

«L'entrée de la Roumanie dans le Conseil de l'Europe a surtout la signification essentielle et primordiale de la consolidation du respect des droits de l'homme par de nouvelles garanties offertes par les traités qui fondent cet organisme politique et dont la Roumanie est partie contractante; ce sont des obligations et des responsabilités fermes et on ne peut plus limpides»<sup>65</sup>.

L'entrée en Europe est donc la rupture avec le passé, mais aussi l'optimisme des réformes<sup>66</sup>.

Dans la perspective de la mondialisation, la question de la position de l'Europe dans l'ensemble mondial se pose avec plus de pugnacité. Le politologue, journaliste et activiste pour les droits de l'homme Gabriel Andreescu et l'homme politique, actuellement membre du groupe socialiste du Parlement européen, Adrian Severin, attirent justement l'attention sur la nécessité de prendre un position internationale.

«Au début de la globalisation, l'Europe sera inévitablement une entité politico-économique située entre l'Amérique et la Russie. Elle devra éviter la situation de *zone tampon* ou de facteur de contreponds utilisé par chacun des ses *voisins* contre l'autre»<sup>67</sup>.

Selon ces deux auteurs, au sujet de l'Amérique, l'Europe devrait non pas contester son statut de «superpouvoir», mais bien au contraire, «l'englober» et valoriser les relations mutuelles afin d'assurer «la multipolarité et la diversité nécessaires à un monde ouvert»<sup>68</sup>. L'objectif sera donc la constitution d'une «union économique transatlantique»<sup>69</sup>. Une vision de la mondialisation est aussi proposée, celle du «globalisme multipolaire»<sup>70</sup>, dans lequel l'Europe devra s'affirmer comme un des centres politiques, économiques et culturels importants.

---

<sup>64</sup> Daniel Vighi, «România în Consiliul Europei», in 22, n° 42, 27 octobre–2 novembre 1993.

<sup>65</sup> *Ibidem*.

<sup>66</sup> «En se fondant sur ces exigences démocratiques, on peut relancer la lutte politique en vue des réformes structurelles de l'État de droit. Le pouvoir et le prisonnier de ses propres engagements». *Ibidem*.

<sup>67</sup> Gabriel Andreescu et Adrian Severin, «Un concept românesc al Europei Federale», in *Un concept românesc privind viitorul Uniunii Europene*, Iași, Editura Polirom, 2001, p. 22.

<sup>68</sup> *Ibidem*.

<sup>69</sup> *Ibidem*, p. 23.

<sup>70</sup> *Ibidem*.

Sorin Moisă analyse la relation étroite entre intégration économique et mondialisation<sup>71</sup>. L'union économique qui a été à la base de l'Union européenne peut, selon cet auteur, conférer de la force à l'Europe d'aujourd'hui, dans le contexte de la mondialisation.

«Tout comme la démocratie et le capitalisme ont été sauvés du point de vue politique après la dernière guerre mondiale (aussi) par l'aide substantielle de l'intégration économique, la même intégration économique assume une fois encore, contrairement au sens commun, la mission de sauver la démocratie européenne, mais cette fois-ci pas de sa disparition, mais de son manque de substance»<sup>72</sup>.

D'ailleurs, S. Moisă insiste sur la place vitale que le projet politique joue au sein de l'Union européenne. En son absence, toute la construction risquerait de s'effondrer. Ce n'est que le projet politique qui assure «l'irréversibilité» de cette entreprise<sup>73</sup>.

Pour S. Moisă, la question de la confiance étaye le projet d'union européenne. La monnaie unique elle-même a été possible grâce au partage de la confiance entre États. La confiance en l'euro évolue en fonction de l'incertitude au sujet de «l'avenir politique» et de la «susceptibilité» entre pays. Le politique domine donc l'économie. La compétition politique gère la compétitivité économique. «La valeur de l'euro reflète la confiance et les chances que notre planète accordent au projet économique et – obligatoirement – politique européen, elle reflète donc le besoin pressant que ce projet soit rapidement relancé et mené à bonne fin»<sup>74</sup>.

Les politiques aussi insistent sur le rapport entre la mondialisation et l'intégration. Il ne s'agit pas seulement de l'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne, mais aussi de l'intégration économique mondiale, du respect des valeurs communes. D'ailleurs, dans le discours de I. Iliescu, les notions sont générales et peuvent se confondre. Dès 1994, il parlait de «globalisation et d'intégration sur le plan mondial»<sup>75</sup>. Plus tard, en 2002, les deux notions apparaissent toujours ensemble.

«Le monde, qui se trouve en plein processus de globalisation, d'intégration, nous oblige à prendre conscience d'un fait : nous devons apprendre que nous ne pouvons pas vivre sans ceux qui nous entourent. Nous dépendons de plus en plus les uns des autres, nous

---

<sup>71</sup> Sorin Moisă, «Proiectul european: o viziune românească», in *Un concept românesc privind viitorul Uniunii Europene*, op. cit., p. 57–101. S. Moisă a été conseiller auprès de la délégation de la Commission européenne à Bucarest.

<sup>72</sup> *Ibidem*, p. 61.

<sup>73</sup> S. Moisă, op. cit., p. 67.

<sup>74</sup> *Ibidem*.

<sup>75</sup> Déclaration du Président de la Roumanie, Monsieur Ion Iliescu, après la réunion avec François Mitterrand, le Président de la République française, Paris, 29 novembre 1994.

avons besoin de solidarités partagées pour réussir ce que nous nous sommes proposés. L'avenir de l'Europe est lié à notre capacité de poursuivre ensemble un idéal commun»<sup>76</sup>.

T. Băsescu insiste à son tour sur la dépendance entre l'unité de l'Europe et sa survie sur la scène mondiale globale.

«Seulement une Europe unie peut faire face à la globalisation. Toute autre chose ne serait qu'une demi solution, plus compliquée et qui générerait une brèche à l'intérieur de l'Union et freinerait l'intégration»<sup>77</sup>.

En plus, l'Europe unie peut aussi innover au sujet des coopérations par petits ensembles, en fonction de responsabilités délimitées. Dans le discours de T. Băsescu, nous distinguons avec netteté la distinction entre mondialisation et intégration européenne.

Par ailleurs, plusieurs auteurs roumains insistent sur la nécessaire correction du déséquilibre entre le poids des décisions provenant de l'Ouest et de l'Est de l'Europe. La réciprocité des relations est demandée autant par les politiques que par les divers analystes<sup>78</sup>. C. Mureșanu imagine une dynamique de l'Europe «centripète» qui rassemble ses parties dans un point commun et n'impose pas une attraction unilatérale de l'Est par l'Ouest<sup>79</sup>. I. M. Danciu parle, toujours au début des années 1990, du moment venu pour la Roumanie d'apporter sa contribution dans cette relation mutuelle avec les nations qui la composent<sup>80</sup>.

#### MODERNISATION ET INTÉGRATION EUROPÉENNE

Jürgen Habermas faisait remarquer en 1995 que l'union politique et notamment la mise en place d'une constitution européenne pouvaient démarrer, car l'intégration économique était atteinte<sup>81</sup>. C'était sans prendre en compte les nouvelles vagues d'adhésion des années 2000, qui allaient remettre en question la logique entière de l'Union. Le développement économique, la modernisation du pays sont très souvent invoqués pour présenter les bénéfices de la démarche

<sup>76</sup> Discours du Président de la Roumanie, Monsieur Ion Iliescu, à l'ouverture des travaux de la conférence «La Roumanie sur la voie de l'Intégration de l'Union européenne», Vienne, Autriche, 23 octobre 2002.

<sup>77</sup> Interview accordée par le Président de la Roumanie, Traian Băsescu, à la chaîne radio Delta RFI, réalisée par Luca Niculescu 20 juin 2005.

<sup>78</sup> «L'Europe a besoin de la contribution spécifique des nations européennes, tout comme chacune de ces nations a besoin de l'Europe». I. M. Danciu, «Europa ca imperativ», in *Tribuna*, 4–10 février 1993.

<sup>79</sup> C. Mureșanu, «Despre Europa», *op. cit.*, 1992.

<sup>80</sup> I. M. Danciu, *op. cit.*

<sup>81</sup> Le texte de la communication a été publié en 1997: Jürgen Habermas, «Reply to Grimm», in *The Question of Europe*, Londres, New York, Verso, 1997, p. 259–264.

d'adhésion européenne. De manière concrète, les démarches que chaque pays candidat a dû effectuer en vue de l'adoption de l'*acquis communautaire* lui assuraient l'acceptation par Bruxelles, mais aussi un niveau de développement relativement élevé.

Dès 1948, G. Gafencu parlait de l'interdépendance entre le «relèvement économique» et l'union de l'Europe. Dans ce discours du Congrès de l'Europe, il indiquait aussi la nécessaire réintégration de l'Est en Europe et l'association de tous les pays au projet fédéral. «L'Europe ne peut être considérée comme une unité économique que dans son ensemble»<sup>82</sup>. Ses arguments étaient liés à la complémentarité économique des deux parties de l'Europe. Aussi bien la «justice sociale» que les «échanges libres» dépendent de l'unité européenne, qui elle seule est «l'état normal» du continent<sup>83</sup>.

Les analyses autour de l'intégration européenne faites à l'intérieur du pays avant 1989 ne sont pas nombreuses, aussi bien dans le discours officiel que dans les corpus de presse quotidienne et de revues culturelles et estudiantines que nous avons pu consulter. Si des représentations sur l'Europe en général, sur son importance mondiale ou sur sa particularité continentale sont largement véhiculées, les projets occidentaux d'union et de construction, donc les précurseurs de l'Union européenne, ne sont pas abordés.

La revue *Viața studentescă* a consacré en 1969 un groupage de deux articles sous le titre «La désintégration de 'l'intégration'...»<sup>84</sup>. Deux étudiants en sciences économiques présentent les bilans du Marché commun au niveau des économies nationales de six pays qui le composaient. Il s'agissait donc d'un rapport économique et statistique sur les défauts du projet d'intégration économique.

«Les tendances de création de grands groupements supraétatiques, par la reprise des intérêts d'un partenaire plus faible, ont affecté les intérêts nationaux»<sup>85</sup>.

Cette thèse est développée en précisant la place des grands monopoles dans le cadre du Marché commun, qui ne tiennent pas compte des intérêts de tous les partenaires, qui créent des inégalités de développement des différents pays et défavorisent les droits des travailleurs. «La volonté des peuples de valoriser de manière optimale les ressources matérielles et humaines»<sup>86</sup> serait finalement l'enjeu non respecté par l'intégration économique en Europe occidentale, selon les

---

<sup>82</sup> Grigore Gafencu, Congrès de l'Europe, séance plénière – II – 7 mai 1948, La Haye, in *Secolul 20, op. cit.*, 1999–2000, p. 111. G. Gafencu (1892–1957, homme politique, député de 1938 à 1940, quand il a notamment œuvré pour la neutralité de la Roumanie dans la Guerre, a aussi été diplomate et journaliste.

<sup>83</sup> *Ibidem.*

<sup>84</sup> Sergiu Dimiu et Liviu Mureșan, «Dezintegrarea 'integrării'...», in *Viața studentescă*, n° 5, 29 janvier 1969.

<sup>85</sup> *Ibidem.*

<sup>86</sup> *Ibidem.*

deux auteurs. Sans aucune référence à la situation de la Roumanie dans le cadre du Comecon (désigné en Roumanie sous l'acronyme CAER), ces articles laissent transparaître la critique indirecte qui est faite à cette autre organisation internationale.

En avril 1990, la revue *Alternative* publiait un article sur la signification économique de l'intégration européenne<sup>87</sup>. Ils développent une réflexion autour de la «maison commune européenne» et du rapport étroit entre la conscience européenne et la construction européenne. Pour les deux auteurs, les «mouvements de restructuration» de l'Est de la fin des années 1980 sont profondément européens, car ils ont été concomitants avec les préparations pour le «marché unique» prévu pour 1992, qui, lui, aura été la forme première de «l'approfondissement et de l'élargissement de l'intégration économique et politique en Europe occidentale»<sup>88</sup>.

«L'idée d'Europe, comme entité unique et cohérente, flottait dans l'air, en imprimant de plus en plus fortement son empreinte sur la façon de penser, comme sur les modalités de percevoir les réalités du continent»<sup>89</sup>.

Selon ces deux auteurs, l'Europe intégrée ferait mieux face au reste du monde que chaque pays individuel, ce qui contribue à «l'intégration paneuropéenne».

Après 1989, une des difficultés importantes de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne a longtemps été le retard du développement économique. «Le problème de la Roumanie est celui de la difficulté, presque insurmontable il semble, d'atteindre l'intégration politique par le succès de l'intégration économique (et pas l'inverse)», affirmaient deux spécialistes de l'Europe, A. Severin et G. Andreescu<sup>90</sup>.

L'entrée de 1993 dans le Conseil de l'Europe est vue comme une véritable entrée en Europe. «Le peuple peut respirer tranquille. Il est finalement entré en Europe»<sup>91</sup>. L'ajournement de cette entrée quelques années auparavant a été considéré par «le peuple» comme une «persécution»<sup>92</sup>. La «victimisation» était le mot d'ordre des politiques, et elle était employée avec «habileté» au niveau interne aussi, selon la journaliste Tia Șerbănescu: «Quand les devoirs étaient le moins bien faits, quand les consignes étaient le moins respectées pour l'admission dans le Conseil de l'Europe, alors [le pouvoir] accusait avec plus de véhémence l'opposition de manque de patriotisme dans le soutien de l'entrée du 'peuple' en Europe»<sup>93</sup>.

Cette entrée dans le Conseil de l'Europe a été véritablement le premier pas vers l'Europe et la modernité. A. Severin, qui a été membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et rapporteur à plusieurs reprises (1993–1996 et 2003–2007), rend compte de l'ambivalence à laquelle un représentant roumain

<sup>87</sup> Radu Titirică et Florin Bonciu, «Integrarea paneuropeană», in *Alternative*, n° 10, avril 1990.

<sup>88</sup> *Ibidem*.

<sup>89</sup> *Ibidem*.

<sup>90</sup> A. Severin et G. Andreescu, *op. cit.*, p. 35.

<sup>91</sup> Tia Șerbănescu, «Intrarea prin Strasbourg», in 22, n° 38, 29 septembre–5 octobre 1993.

<sup>92</sup> *Ibidem*.

<sup>93</sup> *Ibidem*.



dans les institutions communautaires doit faire face.<sup>94</sup> Ainsi, il s'agit de dépasser la catégorisation qui hiérarchise entre «représenter la Roumanie au Conseil de l'Europe» ou «représenter le Conseil en Roumanie».

«J'essayais de convaincre les Roumains qu'il était de notre intérêt d'adopter les valeurs de la modernité partagées par le Conseil de l'Europe. De l'autre côté, j'essayais de convaincre le Conseil de l'Europe que c'était le cas d'inclure la Roumanie avec ce qu'elle avait de meilleur et de tenir compte des intérêts roumains dans la construction qu'il réalisait»<sup>95</sup>.

À cette époque, le président I. Iliescu formulait son discours autour du thème du développement inégal des l'Est et de l'Ouest de l'Europe, qui risquait de créer de nouvelles barrières sur le continent. L'Est devait se développer pour ses propres citoyens, mais aussi pour ne pas charger l'Ouest de son bilan économique négatif:

«Je crois que la seule chance pour l'Europe occidentale est le développement économique général des pays du centre et de l'Est de l'Europe. Nous sommes liés par une chance et un sort commun»<sup>96</sup>.

L'Est est ainsi décrit par I. Iliescu comme une possibilité d'investissement, un marché à saisir. Il est intéressant que ce discours n'indique pas forcément l'intégration de l'Est dans l'ensemble occidental, mais insiste sur le développement *a priori* nécessaire, indépendamment des motivations de construction européenne.

D'ailleurs, tous les présidents roumains postcommunistes ont insisté sur le bénéfique que l'Ouest avait à tirer du développement de l'Est. Emil Constantinescu assimilait l'intégration à la modernisation:

«L'intégration européenne est le processus même de modernisation globale de la société roumaine, qui commence une époque nouvelle»<sup>97</sup>.

À part T. Băsescu, qui le fait à la veille de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne, on a très peu affirmé officiellement l'enjeu économique direct de l'élargissement, donc les avantages que les nouveaux pays ont tiré et tireront de «l'Europe». I. Iliescu, par exemple, esquivait une question posée par François Clémenceau pour la radio Europe 1 en reprenant sa théorie de la complémentarité entre la globalisation et l'intégration. Ainsi, pour répondre à la question sur le besoin d'Europe de pays pauvres ou l'absence de ce besoin au niveau des riches, le président roumain avait répondu «du point de vue rationnel»: «nous sommes tous intéressés par cette intégration, car le processus n'est pas seulement régional, ou

<sup>94</sup> A. Severin, *Locurile unde se construiește Europa*, Iași, Editura Polirom, 2000, p. 259.

<sup>95</sup> *Ibidem*.

<sup>96</sup> Le message du Président de la Roumanie, Monsieur Ion Iliescu, à l'occasion de la Fête de l'Europe, 9 mai 1994.

<sup>97</sup> Message du Président de la Roumanie, Monsieur Emil Constantinescu, adressé aux citoyens de la Roumanie après le Sommet de l'UE de Helsinki, 12 décembre 1999.

seulement continental, ou seulement européen. C'est un processus général d'intégration des économies nationales dans l'économie mondiale. [...] Donc, d'un point de vue rationnel, c'est une nécessité»<sup>98</sup>. Mais en 2001 c'est toujours I. Iliescu qui reconnaît que les bénéficiaires premiers et les plus visibles de l'intégration seront au niveau «de la modernisation et de l'amélioration de la vie des gens», «les coûts de la non intégration»<sup>99</sup> étant plus importants pour l'Union que les coûts de l'intégration.

La question de l'intégration à l'UE s'est posée très vite avec plus de fermeté. Le milieu des années 1990 a donc apporté le discours sur l'Europe «à deux vitesses». Si les leaders politiques roumains insistaient sur l'évolution ensemble des pays de l'Europe centrale, les voix arrivées de l'Ouest pointaient les progrès de quelques uns et les retards des autres. Les valeurs et les objectifs européens devaient être assimilés par tous dans le pays, afin de récupérer les retards qu'accusait la Roumanie.

En ce sens, Adrian Marino critiquait au début des années 1990 l'incompréhension par l'opinion publique, mais aussi par la classe politique, de l'Europe. Intellectuel engagé pour l'idée européenne, ancien prisonnier politique, écrivain, critique et historien littéraire, A. Marino (1921–2005) soutient à son tour une vision pragmatique, fondée sur la civilisation de l'Europe. Mais il rejette en même temps la conception naïve de l'Europe qui «donne»<sup>100</sup>. Le rapprochement de l'Europe signifie l'apprentissage de la «démocratie de type européen»<sup>101</sup>. Ce projet de «réaliser un pays» fait partie de l'intégration européenne, et signifie avant tout un «engagement idéologique et politique déclaré»<sup>102</sup>.

La modernisation est intimement liée à la construction européenne, pour A. Marino. Sa thèse était que l'esprit européen caractérise exclusivement la petite bourgeoisie urbaine. Disparue avec l'arrivée du communisme, cette couche sociale se reformulera une fois le développement économique enclenché.

«Même si, pour le moment au moins, 'l'idée européenne' intéresse profondément et activement seulement une élite intellectuelle, citadine, civique, plutôt restreinte, nous n'avons aucun doute qu'elle se développera par la suite, au fur et à mesure que la structure et les conditions de vie du pays se modifieront [...]»<sup>103</sup>.

<sup>98</sup> Interview accordée par le Président de la Roumanie, Monsieur Ion Iliescu, à la chaîne de radio française Europe 1, consigné par François Clémenceau, Paris, 29 novembre 1994.

<sup>99</sup> Interview accordée par le Président de la Roumanie, Monsieur Ion Iliescu, à l'hebdomadaire luxembourgeois *Le Jeudi*, Luxembourg, 13 et 27 décembre 2001.

<sup>100</sup> Adrian Marino, *Pentru Europa. Integrarea României, aspecte ideologice și culturale*, Iași, Editura Polirom, 2005, p. 26.

<sup>101</sup> *Ibidem*, p. 37.

<sup>102</sup> *Ibidem*.

<sup>103</sup> A. Marino, *Pentru Europa, op. cit.*, p. 55.

D. Dăianu indique que la seule chance d'aboutissement du projet européen serait la prise en compte des différences entre les pays. «Il est possible que la seule façon de maintenir l'élargissement comme processus ouvert soit une géométrie variable, évolutive (c'est ce que suggère la discussion portant sur un possible noyau dur à l'intérieur de l'UE)»<sup>104</sup>. Mais cet auteur indique aussi la réciprocité d'intérêts entre la Roumanie et l'Europe. «La Roumanie a plus besoins de l'UE que l'inverse; et c'est être lucide que d'accepter cette réalité. D'autre part, l'Union n'a rien à perdre si, au moment de l'admission, la Roumanie se présente avec des atouts économiques et institutionnels dignes d'être pris en considération, des atouts pour l'Union»<sup>105</sup>.

D. Dăianu parle de l'intégration européenne comme d'une «démarche séculaire» et d'une «chance extraordinaire».

«La relation de la Roumanie avec l'UE, et surtout l'invitation [...] à commencer les négociations d'adhésion, représentent une chance extraordinaire de faire en sorte qu'enfin, 'le fond suive la forme'; cette relation peut fournir le 'Big Push' dont la Roumanie a besoin pour réduire considérablement les décalages économiques avec les pays européens avancés»<sup>106</sup>.

Mais l'intégration n'est pas forcément accompagnée d'une croissance économique immédiate. Les démarches d'adhésion non plus n'assurent un développement certain: «La feuille de route et les efforts d'adoption de l'acquis communautaire sont-ils vraiment équivalents à une stratégie fonctionnelle de croissance économique rapide et de modernisation?»<sup>107</sup>. Des analyses économiques ont prouvé que l'ouverture des économies apporte de la croissance par les investissements venus de l'étranger. Mais les particularités économiques nationales, «les caractéristiques structurelles de l'économie roumaine» et donc les solutions appropriées appartiennent aux «autorités publiques nationales»<sup>108</sup>.

G. Andreescu et A. Severin indiquent les points de rencontre entre le projet d'union politique et l'économie. Ainsi, l'efficacité de la décision économique et le poids stratégique repose sur «le statut de pouvoir politique»<sup>109</sup>. Ce postulat est valable autant pour les pays membres de l'Union que pour l'Europe dans l'ensemble mondial. Mais ces auteurs font également remarquer la création d'un «déficit démocratique» dans l'Union européenne des années 2000. Il s'agit de la «transmission des décisions socio-politiques du contrôle des institutions légitimées de façon populaire aux cercles d'affaires»<sup>110</sup>. Face aux problèmes et aux enjeux

<sup>104</sup> D. Dăianu, «Dynamiques euro-atlantiques, réflexions et options européennes», *op. cit.*, 2004, p. 97.

<sup>105</sup> *Ibidem*, p. 97–98.

<sup>106</sup> *Ibidem*, p. 86–87.

<sup>107</sup> *Ibidem*, p. 96.

<sup>108</sup> *Ibidem*, p. 97.

<sup>109</sup> G. Andreescu et A. Severin, *op. cit.*, p. 27.

<sup>110</sup> *Ibidem*.

économiques qui dépassent la capacité de décision des États nations, G. Andreescu et A. Severin préconisent un transfert partiel du pouvoir vers les «structures politiques supraétatiques (les seules capables de maintenir les structures économiques supraétatiques)»<sup>111</sup>.

Les élargissements de l'Union européenne ne sont pas indépendants de calculs économiques. En 2000, G. Andreescu et A. Severin voyaient deux stratégies dans ce sens. Soit le «scénario de l'élargissement ajourné» soit le «scénario de l'élargissement rapide». Dans le premier cas, l'on tient compte des différences de développement entre chaque pays, mais le résultat sera «la provincialisation économique et, en conséquence, politique, de l'Europe». Face à la rupture interne qui risque ainsi de se produire, l'alternative est l'«intégration économique structurée», donc l'inclusion progressive de chaque pays dans des projets précis, en fonction du degré de performance de chacun<sup>112</sup>.

#### CONCLUSION. LA QUÊTE DES INTÉGRATIONS

«L'Europe n'a pas encore été trouvée», pense Eugen Vasiliu<sup>113</sup>. Cet auteur identifie une quête incessante d'Europe mais rend compte finalement de l'évidence de la construction européenne. Celle-ci est réelle, continue, mais jamais achevée. La construction européenne désigne aussi bien l'Europe culturelle, la civilisation européenne, l'intégration européenne, les adhésions successives à l'Union européenne, la redéfinition et l'adaptation de l'Europe aux réalités contemporaines. La construction et l'intégration européennes sont certainement complémentaires. Si les processus politiques se sont déroulés principalement en Europe occidentale, les pays de l'Est n'ont jamais été complètement déconnectés de cette réalité. Ainsi, certaines représentations et images transgressent les époques et les différents idéologiques. Des différences d'approches existent aussi, pourtant.

La mise en perspective de cet ensemble de discours sur l'intégration formule une nouvelle narration de l'Europe. Elle ne tient pas compte de la chronologie, mais des thématiques abordées, qui forment *le* discours roumain sur l'intégration européenne. Plusieurs points saillants sont à distinguer. Nous remarquons dans un premier temps que plus le rapprochement entre les locuteurs et l'Europe officielle est grand, plus le niveau de référence diminue : les politiques parlent plus au nom de la nation que les analystes et les intellectuels. Les intellectuels parlent beaucoup plus facilement et volontiers au nom de l'Europe. La proximité ainsi suggérée est plus grande et plus naturelle. Critique ou enthousiaste, le discours intellectuel roumain semble être plus proche de l'esprit européen que le discours politique.

---

<sup>111</sup> *Ibidem*.

<sup>112</sup> *Ibidem*, p. 28.

<sup>113</sup> Eugen Vasiliu, «Despre europeitate», in *Secolul 20, Europele din Europa, op. cit.*, p. 20.

Mais les intellectuels de l'Est ont une place inédite en Europe. Le philosophe Constantin Noica (1909–1987, dans *De dignitate Europae*<sup>114</sup>, propose un terme alternatif aux «outsiders» de Milan Kundera)<sup>115</sup>. Il appelle «marginiaux» les intellectuels qui font et, en même temps, ne font pas partie de l'Europe. Cette catégorie, placée dans une périphérie de l'Europe, qui, dans la plupart du temps est géographique, exprime son importance. Cela consiste dans l'affirmation des qualités du continent, qui ne sont (plus) appréciées en Occident, trop fatigué, trop occupé, trop vieux même. En regardant du dehors, mais tout en se trouvant dedans, les intellectuels de l'Est sont transformés, dans l'ouvrage de C. Noica, dans une sorte de conscience de «l'intellectuel d'Occident». Au niveau national, ils formulent aujourd'hui le discours humaniste et parfois social sur l'Europe attendue en Roumanie.

Les politiques, à leur tour, formulent un univers linguistique et représentationnel particulier autour de l'Europe et définissent surtout la place de la Roumanie dans le monde. Les points de rencontre avec le discours des écrivains ou des analystes de tous bords politiques sont pourtant nombreux. Des formules du discours militant de G. Gafencu, en rien assimilable au régime communiste roumain, ont été reprises et consacrées dans la communication politique de N. Ceaușescu, par exemple. La récupération des formules discursives concerne aussi la période postcommuniste, particulièrement en ce qui concerne la modernisation, le développement économique inhérent à l'intégration européenne. Timidement abordé dans un premier temps par les politiques, l'affirmation de l'importance de ce thème par des intellectuels tels qu'A. Marino semble avoir désinhibé le discours officiel.

Aussi bien politiques qu'intellectuels se mettent d'accord sur la chance que représente l'intégration européenne pour le monde et particulièrement pour la Roumanie. Le processus est irréversible et englobant. Une population hétérogène appartenant aux groupes sociaux les plus divers en est concernée et s'implique dans le processus de réalisation de l'Europe. En parallèle avec l'Europe «à plusieurs vitesses», l'intégration de la Roumanie en Europe aussi semble s'être faite «à plusieurs vitesses», ou en tout cas en plusieurs temps. Face à la «cible mouvante»<sup>116</sup> qu'est l'Europe, en pleine construction elle-même, les Roumains ont dû dépasser le «provincialisme radical de l'époque postcommuniste»<sup>117</sup> et avancer vers l'Europe. «La Roumanie marche vers l'Europe, avec le ralentisseur enclenché»<sup>118</sup>, c'était la conclusion d'une discussion de 2000 sur l'évolution du pays pendant les années postcommunistes.

<sup>114</sup> Constantin Noica, *De dignitate Europae*, Bucarest, Editions Kriterion, 1988. C. Noica fait partie de la même génération que Cioran, Eliade, Ionescu.

<sup>115</sup> Milan Kundera, «The Tragedy of Central Europe», in *New York Review of Books*, 26 avril 1984.

<sup>116</sup> Vladimir Tismăneanu, în dialog cu Mircea Mihăieș, *Încet, spre Europa*, Iași, Editura Polirom, 2000, p. 197.

<sup>117</sup> *Ibidem*.

<sup>118</sup> *Ibidem*.

La discussion sur les «intégrations», sur les avatars, les changements continuels des sens de ce mot, n'est pourtant pas achevée. Souvent, des discours partisans, trop nationaux ou trop enflammés, européens, souvent même leurs polyphonies, occultent et transforment *l'intégration*. Mais le sens du vocable s'adapte à son époque. Ainsi, après le projet humaniste formulé par Jean Monnet en 1955, l'Europe est aussi l'union de ses différences, la modernisation, l'adaptation à la mondialisation.

#### REFERENCES

1. AHRWEILER, HELENE, AYMARD, MAURICE (dir.), *Les Européens*, Paris, Hermann, 2000.
2. DOGAN, MATTEI, PAHRE, ROBERT, *L'innovation dans les sciences sociales: la marginalité créatrice*, Paris, Presses universitaires de France, 1991.
3. MARINO, ADRIAN, *Pentru Europa. Integrarea României, aspecte ideologice și culturale* [Pour l'Europe. L'intégration de la Roumanie, aspects idéologiques et culturels], Iași, Editura Polirom, 2005.
4. VALADE, BERNARD, «Le 'sujet' de l'interdisciplinarité», in *Sociologie et sociétés*, vol. 31, n° 1, 1999.